



SADC
Société d'assurance-dépôts
du Canada

Rapport financier trimestriel

Troisième trimestre

31 décembre 2014

Non vérifié

La protection de vos épargnes, un engagement

Canada¹

TABLE DES MATIÈRES

COMPTE RENDU	1
PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS.....	2
ANALYSE DU RISQUE.....	3
CHANGEMENTS TOUCHANT LE FONCTIONNEMENT, LE PERSONNEL ET LES PROGRAMMES.....	3
RÉSULTATS FINANCIERS	4
FINANCEMENT <i>EX ANTE</i>	9
LIQUIDITÉS MOBILISABLES	10
DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION	11
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS	12
ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	13
ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DU RÉSULTAT GLOBAL	14
ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	15
TABLEAU CONSOLIDÉ CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	16
NOTES COMPLÉMENTAIRES.....	17
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES	17
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	18
3. TITRES DE PLACEMENT.....	19
4. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS.....	20
5. PROVISION POUR PERTES LIÉES À L'ASSURANCE-DÉPÔTS.....	20
6. CHARGES D'EXPLOITATION.....	21
7. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	21

COMPTE RENDU

TROISIÈME TRIMESTRE – EXERCICE 2014-2015

Le présent compte rendu a été rédigé conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Conseil du Trésor (la « Norme du Conseil du Trésor »). Il ne prétend pas à l'exhaustivité d'un véritable rapport de gestion. On présume que les déclarations et l'information figurant dans le Rapport annuel 2014 de la SADC s'appliquent également au trimestre considéré, à moins de mise à jour.

Les états financiers consolidés condensés n'ont pas été audités et ils ont été établis conformément à la Norme du Conseil du Trésor.

Le présent compte rendu et les états financiers consolidés condensés qui l'accompagnent ont été examinés et approuvés par le Comité d'audit de la SADC.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net du troisième trimestre terminé le 31 décembre 2014 de la Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC » ou la « Société ») s'est établi à 69 millions de dollars, compte tenu essentiellement de produits tirés des primes de 70 millions de dollars et de produits tirés des placements et autres produits totalisant 10 millions de dollars, diminués de 11 millions de dollars au titre des charges nettes. Le bénéfice net de la période correspondante de l'exercice précédent s'était établi à 109 millions de dollars et résultait des éléments suivants : produits tirés des primes de 48 millions de dollars, diminution de 50 millions de dollars de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts, la comptabilisation d'un recouvrement de 12 millions de dollars de sommes radiées et produits tirés des placements et autres produits totalisant 9 millions de dollars, déduction faite des charges nettes de 10 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, le bénéfice net correspond à 163 millions de dollars et résulte des éléments suivants : produits tirés des primes de 210 millions de dollars, augmentation de 50 millions de dollars de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et produits tirés des placements et autres produits totalisant 30 millions de dollars, déduction faite des charges nettes de 30 millions de dollars, compte tenu d'un recouvrement de 3 millions de dollars de sommes radiées. Le bénéfice net de la période correspondante de l'exercice précédent avait atteint 206 millions de dollars et résultait des éléments suivants : produits tirés des primes de 144 millions de dollars et produits tirés des placements et autres produits totalisant 27 millions de dollars, déduction faite des charges nettes de 27 millions de dollars, compte tenu des autres facteurs déjà mentionnés, soit la diminution de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et le recouvrement de sommes radiées.

Les produits tirés des primes de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, soit 210 millions de dollars, sont en hausse de 66 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique par la majoration des taux de prime, le changement de catégorie de tarification de certains membres et l'augmentation du total des dépôts assurés détenus par les institutions membres.

Les produits tirés des placements et autres produits de la Société pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, qui totalisent 30 millions de dollars, se sont accrus de 3 millions par rapport à il y a un an, surtout en raison de l'effet combiné de la croissance du portefeuille de placement (grâce à l'augmentation des produits tirés des primes) et de la hausse du rendement du portefeuille. Au 31 décembre 2014, le portefeuille affichait un taux de rendement de 1,37 pour 100, contre 1,32 pour 100 au 31 décembre 2013.

Les charges d'exploitation nettes totalisent 11 millions de dollars pour le troisième trimestre et 30 millions de dollars pour la période de neuf mois, en hausse de 9 pour 100 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des charges d'exploitation est conforme au Plan d'entreprise de la SADC et reflète essentiellement la dotation de postes restés vacants dans les périodes correspondantes et d'autres charges liées aux efforts de la Société visant à améliorer sa capacité de règlement de faillite à l'égard des banques d'importance systémique nationale (BISN).

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts a augmenté de 50 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 pour atteindre 1 250 millions de dollars. Cette hausse s'explique surtout par une croissance de 3 pour 100 du volume des dépôts assurés (684 milliards de dollars) au 30 avril 2014 par rapport au 30 avril 2013.

Au 31 décembre 2014, le total des actifs de la Société s'élevait à 3 068 millions de dollars, soit 290 millions ou 11 pour 100 de plus qu'au 31 mars 2014. L'augmentation est surtout attribuable à la croissance du portefeuille de placement qui résulte de la hausse des produits tirés des primes. La majeure partie des actifs de la Société se compose de titres de placement d'une grande liquidité.

Au 31 décembre 2014, le financement *ex ante* de la SADC se situait à 44 points de base (2 981 millions de dollars) des dépôts assurés, le niveau cible minimal ayant été fixé à 100 points de base.

ANALYSE DU RISQUE

La direction de la SADC surveille les risques auxquels les institutions membres sont exposées et qui nécessitent des ajustements à sa provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts. Elle a, de plus, mis en place un programme de gestion des risques d'entreprise (GRE) dans le but de recenser et de gérer les risques importants de la Société. Ce programme prévoit une évaluation annuelle approfondie des risques, de même que des réexamens trimestriels. L'évaluation globale par la direction des risques importants de la Société au 31 décembre 2014 demeure satisfaisante et inchangée par rapport à celle en date du 30 septembre 2014.

CHANGEMENTS TOUCHANT LE FONCTIONNEMENT, LE PERSONNEL ET LES PROGRAMMES

Voici un résumé des divers changements importants survenus au chapitre du fonctionnement de la Société, de son personnel et de ses programmes au cours du trimestre.

Fonctionnement	Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.
Conseil d'administration, direction et personnel	Le 31 octobre 2014, Andrew Kriegler a démissionné de son poste de surintendant adjoint du Bureau du surintendant des institutions financières, laissant un siège vacant au conseil d'administration de la SADC. Son remplaçant n'a pas encore été nommé.
Programmes et projets	Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.

RÉSULTATS FINANCIERS

Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2014 et le trimestre terminé le 31 décembre 2013

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les trimestres terminés les 31 décembre 2014 et 2013.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Écart (\$)	Écart (%)
	31 décembre 2014	31 décembre 2013		
Produits tirés des primes	69 850	47 924	21 926	46 %
Produits tirés des placements et autres produits	10 292	8 928	1 364	15 %
Charges d'exploitation nettes	10 903	9 935	968	10 %
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	-	(50 000)	50 000	*
Recouvrement de sommes radiées	-	12 000	(12 000)	*
Charge (recouvrement) d'impôt	(118)	(233)	115	(49 %)
Résultat net	69 357	109 150	(39 793)	(36 %)

* La comparaison n'est pas pertinente.

Produits tirés des primes

Les primes versées par les institutions membres sont fonction du montant total des dépôts assurés que celles-ci détiennent au 30 avril de chaque année ; elles sont calculées une fois l'an conformément aux dispositions de la Loi sur la SADC et du *Règlement administratif de la SADC sur les primes différentielles*. Les taux de prime jouent un rôle déterminant dans le temps qu'il faudra à la SADC pour atteindre le niveau cible minimal du financement *ex ante* (100 points de base). Pour l'exercice 2014-2015, le taux approuvé pour la catégorie 1 (taux de base) représente 3,5 points de base des dépôts assurés, soit une hausse d'environ 0,72 point de base par rapport au taux de base de 2013-2014. Le montant comptabilisé chaque trimestre correspond au quart des primes annuelles perçues.

Les produits tirés des primes comptabilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014 s'élèvent à 70 millions de dollars, comparativement à 48 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse de 46 pour 100. Cette hausse s'explique avant tout par la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et l'accroissement du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à la hausse des produits tirés des primes. Les dépôts assurés sont passés de 665 milliards de dollars au 30 avril 2013 à 684 milliards au 30 avril 2014, une croissance de 3 pour 100.

Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits du troisième trimestre ont augmenté de 1 million de dollars (15 pour 100) par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 10 millions. L'augmentation résulte surtout de l'effet combiné de la

croissance du portefeuille de placement et de la hausse du rendement du portefeuille. Au 31 décembre 2014, le portefeuille affichait un taux de rendement de 1,37 pour 100, contre 1,32 pour 100 au 31 décembre 2013.

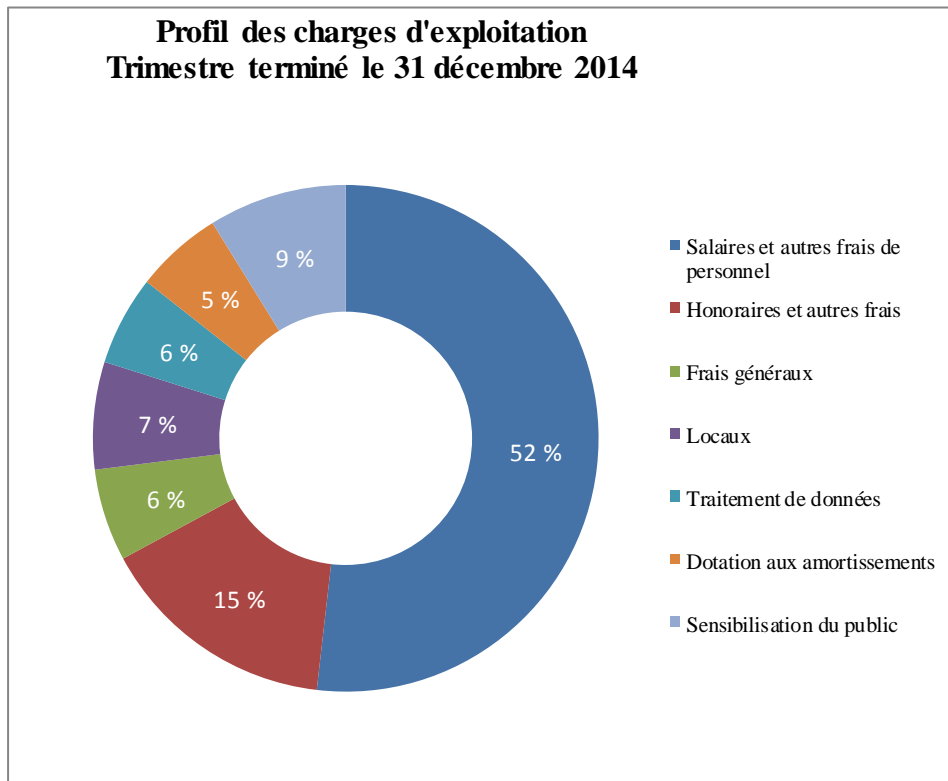
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts correspond au montant des pertes que, selon les meilleures estimations de la direction, la SADC s'attend à subir en sa qualité d'assureur des dépôts détenus par les institutions membres. Elle est évaluée trimestriellement et fait l'objet de rajustements s'il y a lieu.

Pour obtenir ses estimations, la direction tient compte des variables essentielles à l'établissement de ses provisions, dont le volume des dépôts assurés, les prévisions de défaillance d'institutions membres établies à partir de statistiques de probabilité, le pourcentage prévu de perte en cas de défaillance, les renseignements obtenus des organismes de surveillance, divers indicateurs économiques et la connaissance particulière que la SADC a de chacun de ses membres.

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts n'a pas changé au cours du troisième trimestre.

Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation après recouvrements se sont élevées à 11 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, comparativement à 10 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 1 million ou de 10 pour 100.

L'augmentation des charges d'exploitation est conforme au Plan d'entreprise de la SADC et reflète essentiellement la dotation de postes restés vacants et d'autres charges liées aux efforts de la Société visant à améliorer sa capacité de règlement de faillite des BISN.

Comparaison entre la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 et la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013.

(en milliers de dollars canadiens)	Période de neuf mois terminée le		Écart (\$)	Écart (%)
	31 décembre 2014	31 décembre 2013		
Produits tirés des primes	209 532	143 799	65 733	46 %
Produits tirés des placements et autres produits	30 346	27 151	3 195	12 %
Charges d'exploitation nettes	29 527	27 125	2 402	9 %
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	50 000	(50 000)	100 000	*
Recouvrement de sommes radiées	2 876	12 000	(9 124)	*
Charge d'impôt	283	23	260	*
Résultat net	162 944	205 802	(42 858)	(21 %)

* La comparaison n'est pas pertinente.

Produits tirés des primes

Les produits tirés des primes comptabilisés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 totalisent 210 millions de dollars, contre 144 millions un an auparavant, en hausse de 46 pour 100. Cette hausse s'explique avant tout par la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et l'accroissement du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à la hausse des produits tirés des primes.

Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits des neuf premiers mois de l'exercice, qui ont atteint 30 millions de dollars, ont grimpé de 3 millions de dollars (12 pour 100) par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation résulte surtout de l'effet combiné de la croissance du portefeuille de placement et de la hausse du rendement du portefeuille.

Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

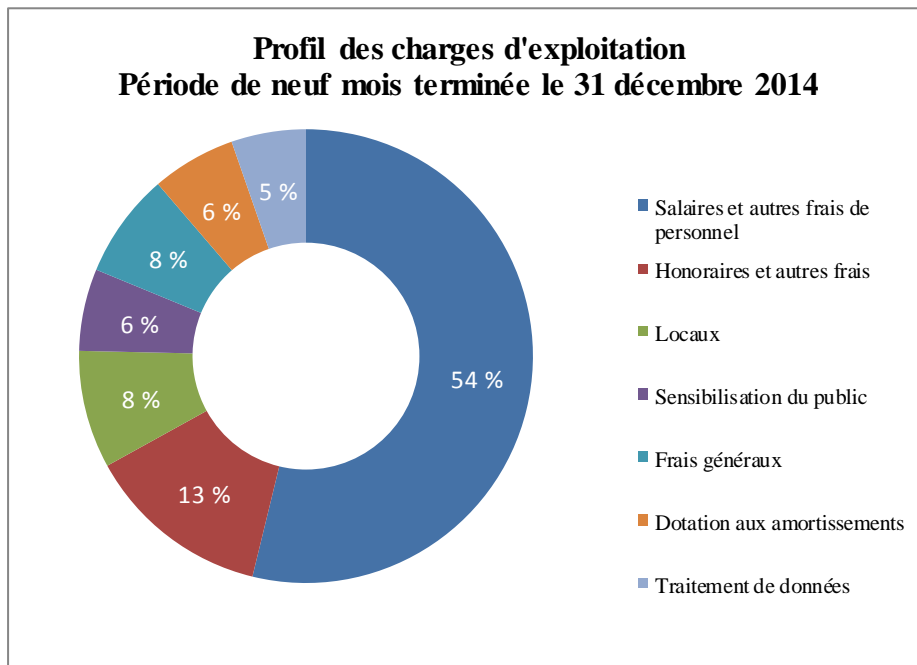
La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts a augmenté de 50 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 pour s'élever à 1 250 millions. À la clé de cette augmentation, la croissance de 3 pour 100 des dépôts assurés au 30 avril 2014.

Recouvrement de sommes radiées

Les réclamations à recouvrer à même les actifs des institutions membres faillies sont radiées s'il n'est pas réaliste d'en attendre le recouvrement. Toutefois, en cas de recouvrement ultérieur, ou si le recouvrement est quasi certain, celui-ci est comptabilisé au poste « Recouvrement de sommes radiées », dans l'état consolidé condensé du résultat global.

Au deuxième trimestre, la SADC a jugé qu'un recouvrement éventuel de 3 millions de dollars d'une institution membre faillie était quasi certain et qu'il était encaissable dans les 12 prochains mois. Elle a donc comptabilisé ce recouvrement dans les états financiers.

Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation après recouvrements se sont élevées à 30 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, comparativement à 27 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 9 pour 100.

L'augmentation des charges d'exploitation est conforme au Plan d'entreprise de la SADC et reflète essentiellement les coûts associés aux efforts que la Société déploie pour améliorer sa capacité de règlement de faillite des BISN.

Résultats prévus pour l'exercice 2014-2015, comparativement au Plan d'entreprise

La présente section comporte des données financières prospectives fondées sur certaines hypothèses. Les résultats réels pourraient présenter des écarts importants par rapport à ces prévisions.

(en millions de dollars canadiens)	2014-2015 Prévisions	2014-2015 Plan d'entreprise	Écart (\$)	Écart (%)
Produits tirés des primes	279	250	29	12 %
Produits tirés des placements et autres produits	41	37	4	11 %
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	(50)	-	(50)	*
Charges d'exploitation nettes	(42)	(42)	-	-
Recouvrement d'impôt	1	1	-	*
Résultat net	229	246	(17)	7 %

* La comparaison n'est pas pertinente.

Produits tirés des primes

Le Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019 de la SADC (le « Plan ») prévoyait des produits tirés des primes de 250 millions de dollars pour l'exercice 2014-2015, alors que la direction les estime maintenant à 279 millions. Le Plan s'appuyait sur certaines hypothèses relatives à la croissance du volume des dépôts assurés et au classement des institutions membres selon le barème de primes différentielles. Toutes ces hypothèses ne se sont pas confirmées, ce qui explique les écarts entre les chiffres du Plan et les prévisions actuelles.

Produits tirés des placements et autres produits

Le montant prévisionnel des produits tirés des placements et autres produits dépasse le chiffre initialement établi dans le Plan, pour les raisons suivantes : le taux de rendement maintenant prévu est supérieur au taux annoncé dans le Plan (le taux réel au 31 décembre 2014 étant de 1,37 pour 100, contre 1,30 pour 100 dans le Plan) ; l'augmentation des produits tirés des primes entraînera une croissance plus forte que prévu du portefeuille de placement.

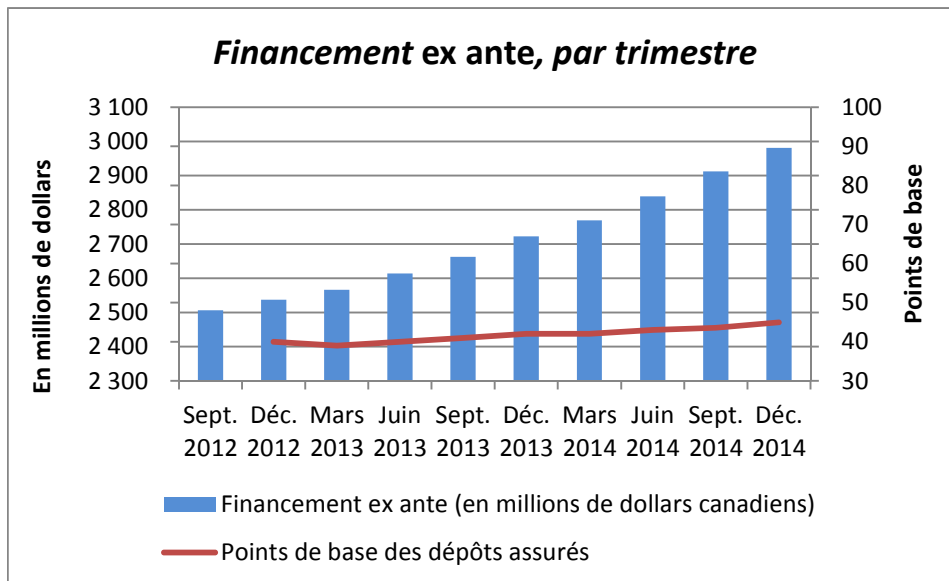
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

Le Plan ne prévoyait aucune modification de la provision. Toutefois, pour tenir compte de la croissance des dépôts assurés, la SADC a augmenté la provision en la faisant passer à 1 250 millions de dollars. La Société prévoit que la provision restera ainsi jusqu'à la fin de l'exercice 2014-2015.

Charges d'exploitation nettes

Les charges d'exploitation nettes prévisionnelles progresseront dans les limites du Plan.

FINANCEMENT *EX ANTE*



Pour qu'un régime d'assurance-dépôts soit efficace et mérite la confiance du public, il doit reposer sur des mécanismes de financement sain. La SADC dispose d'un financement *ex ante* pour couvrir les pertes éventuelles liées à l'assurance-dépôts. Le montant de ce financement correspond à la somme des résultats non distribués et de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts de la Société. Le niveau cible minimal du financement *ex ante* de la Société a été fixé à 100 points de base des dépôts assurés. La Société revoit régulièrement cette cible et l'ajuste s'il y a lieu.

Au 31 décembre 2014, le financement *ex ante* de la SADC s'établissait à 2 981 millions de dollars, soit l'équivalent de 44 points de base des dépôts assurés. Compte tenu du volume des dépôts assurés au 30 avril 2014, la cible minimale de 100 points de base du financement *ex ante* équivaldrait à 6 840 millions de dollars.

Comme il est indiqué plus haut, les taux de prime de 2014-2015 ont été majorés afin de favoriser la progression de la Société vers la cible minimale fixée pour le financement *ex ante*. D'autres majorations sont d'ailleurs prévues dans le Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019 (hausse de 1 point de base par année du taux de base, pendant quatre exercices, à compter de 2015-2016) pour que la SADC puisse atteindre cette cible minimale dans un délai plausible.

LIQUIDITÉS MOBILISABLES

Le tableau qui suit indique les sources de liquidités auxquelles la SADC peut recourir.

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2014	31 mars 2014
<i>Liquidités :</i>		
Trésorerie	1	1
Juste valeur des titres de placement de haute qualité et très liquides	3 067	2 768
<i>Capacité d'emprunt :</i>		
Emprunts sur les marchés ou au Trésor en vertu de la Loi sur la SADC	20 000	19 000
Total des liquidités mobilisables	23 068	21 769

Le portefeuille de placement de la SADC ne contient que des titres de haute qualité et très liquides, à savoir des obligations du gouvernement du Canada et de sociétés d'État fédérales ou encore des obligations de gouvernements provinciaux et de sociétés de financement municipales. En vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC »), la Société est autorisée à contracter des emprunts si elle a besoin de plus de fonds. Au 31 décembre 2014, elle pouvait emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars. Le plafond d'emprunt est ajusté chaque année pour refléter la croissance des dépôts assurés. En cas de nécessité, la Société peut aussi emprunter des fonds supplémentaires selon un montant approuvé par le Parlement, en vertu d'une loi de crédits.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés, en conformité avec la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. Il incombe également à la direction de s'assurer que tous les autres renseignements figurant dans le présent rapport trimestriel sont conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

Les états financiers n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés, condensés et non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie à la date de clôture de ces états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes considérées.



La présidente et première dirigeante,

Michèle Bourque

Ottawa, Canada
Le 18 février 2015



Le vice-président, Finances et
Administration, et directeur financier,

Dean A. Cosman

Ottawa, Canada
Le 18 février 2015

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

TROISIÈME TRIMESTRE – EXERCICE 2014-2015

ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2014	31 mars 2014
ACTIFS			
Trésorerie		1 159	699
Titres de placement	3	3 049 592	2 760 461
Actif d'impôt exigible		-	1 940
Clients et autres débiteurs	4	1 610	1 554
Paiements anticipés		354	303
Sommes à recouvrer d'actifs en liquidation		2 876	-
Immobilisations corporelles		5 899	6 461
Immobilisations incorporelles		6 042	6 542
TOTAL DES ACTIFS		3 067 532	2 777 960
PASSIFS			
Fournisseurs et autres créditeurs		11 557	5 177
Produits tirés des primes différés		69 842	-
Passif d'impôt exigible		31	-
Incitatif à la location différé		1 214	1 299
Avantages du personnel		2 684	2 486
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	5	1 250 000	1 200 000
Passif d'impôt différé		731	469
Total des passifs		1 336 059	1 209 431
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués		1 731 473	1 568 529
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		3 067 532	2 777 960

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
		31 décembre 2014	31 décembre 2013	31 décembre 2014	31 décembre 2013
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Produits tirés des primes		69 850	47 924	209 532	143 799
Produits tirés des placements		10 280	8 909	30 304	27 104
Autres		12	19	42	47
		80 142	56 852	239 878	170 950
CHARGES					
Charges d'exploitation	6	10 903	9 935	29 527	27 125
Augmentation (diminution) de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts		-	(50 000)	50 000	(50 000)
Recouvrement de sommes radiées		-	(12 000)	(2 876)	(12 000)
		10 903	(52 065)	76 651	(34 875)
Résultat net avant impôt		69 239	108 917	163 227	205 825
Charge (recouvrement) d'impôt		(118)	(233)	283	23
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL		69 357	109 150	162 944	205 802

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats non distribués et total des capitaux propres
TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE	
Solde au 30 septembre 2014	1 662 116
Résultat net et total du résultat global	69 357
Solde au 31 décembre 2014	1 731 473
Solde au 30 septembre 2013	1 412 932
Résultat net et total du résultat global	109 150
Solde au 31 décembre 2013	1 522 082
PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE	
Solde au 31 mars 2014	1 568 529
Résultat net et total du résultat global	162 944
Solde au 31 décembre 2014	1 731 473
Solde au 31 mars 2013	1 316 280
Perte nette et total du résultat global négatif	205 802
Solde au 31 décembre 2013	1 522 082

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

TABLEAU CONSOLIDÉ CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre 2014	31 décembre 2013	31 décembre 2014	31 décembre 2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	69 357	109 150	162 944	205 802
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie				
Dotation aux amortissements	609	559	1 772	1 383
Produits tirés des placements	(10 280)	(8 909)	(30 304)	(27 104)
Charge d'impôt	(118)	(233)	283	23
Charge au titre des avantages du personnel	92	59	273	177
Paiement au titre des prestations définies	-	-	(75)	-
Variation du fonds de roulement :				
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	-	(50 000)	50 000	(50 000)
Diminution des primes à recevoir	-	-	-	-
Diminution (augmentation) des paiements anticipés	89	131	(51)	(84)
Diminution des clients et autres débiteurs	(58)	(59)	(56)	(25)
Augmentation des sommes à recouvrer d'actifs en liquidation	-	(12 000)	(2 876)	(12 000)
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	8 567	5 139	6 380	3 692
Augmentation des produits tirés des primes différés	68 821	46 867	69 842	47 928
Diminution de l'incitatif à la location différé	(28)	(28)	(85)	(85)
Intérêts reçus	7 749	12 952	30 566	30 940
Impôt sur le résultat payé	1 952	1 295	1 952	271
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	146 752	104 923	290 565	200 918
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(70)	(818)	(709)	(2 741)
Achat de titres de placement	(1 728 708)	(1 649 036)	(4 594 456)	(4 129 947)
Produit de la vente ou de l'arrivée à échéance de titres de placement	1 583 132	1 545 294	4 305 060	3 932 171
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(145 646)	(104 560)	(290 105)	(200 517)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	1 106	363	460	401
Trésorerie, au début	53	460	699	422
Trésorerie, à la fin	1 159	823	1 159	823

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Troisième trimestre – Exercice 2014-2015

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

La Société d'assurance-dépôts du Canada (la « Société » ou la « SADC ») a été constituée en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC »). Elle compte au nombre des sociétés d'État sans capital-actions inscrites à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est financée par les primes que lui versent ses institutions membres. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son siège social est sis au 50, rue O'Connor, 17^e étage, à Ottawa, en Ontario.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des déposants des institutions membres tout en s'efforçant de réduire au minimum les pertes qu'elle est susceptible d'encourir.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'institutions membres et d'autres organisations, ou leur accorder des garanties ou des prêts. Elle peut notamment procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, faire fonction de liquidateur, de séquestre ou d'inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci et établir une institution-relais.

La Société est mandataire de Sa majesté du chef du Canada pour l'application de la Loi sur la SADC. En conséquence, toutes les obligations qu'elle contracte dans l'exercice de son mandat constituent des obligations du Canada.

Le 18 février 2015, le Comité d'audit de la Société a approuvé les présents états financiers trimestriels consolidés condensés et en a autorisé la publication.

Méthode de préparation

Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor ; ils ne contiennent pas tous les renseignements devant être fournis dans des états financiers annuels complets. Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 mars 2014 et relatifs à l'exercice terminé à cette date, qui sont inclus dans le Rapport annuel 2014 de la SADC.

Les états financiers trimestriels consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et de l'obligation au titre des prestations définies, qui sont comptabilisées selon leur valeur actualisée. Le coût

historique est généralement établi en fonction du montant de la contrepartie donnée en échange d'un actif, ainsi que de la somme reçue en échange d'un passif.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Sauf pour les exceptions notées ci-après, la Société a utilisé les mêmes méthodes comptables pour préparer les présents états financiers trimestriels consolidés condensés que pour les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2014 et pour l'exercice terminé à cette date.

Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction ait recours à des jugements et à des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur le montant présenté des actifs et des passifs. Les résultats réels pourraient s'écarter des estimations utilisées.

En préparant les présents états financiers consolidés condensés trimestriels, la direction a eu recours aux mêmes jugements importants dans l'application des méthodes comptables de la Société que ceux auxquels elle avait eu recours lors de la préparation des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2014 et pour l'exercice terminé à cette date ; les principales sources d'incertitude relatives aux estimations ont été également les mêmes.

Recouvrement de sommes radiées

Les réclamations à recouvrer à même les actifs des institutions membres faillies sont radiées s'il n'est pas réaliste d'en attendre le recouvrement. Toutefois, en cas de recouvrement ultérieur, ou si le recouvrement est quasi certain, celui-ci est comptabilisé dans l'état consolidé condensé du résultat global.

Obligation au titre des prestations définies

À la fin de chaque exercice, la Société effectue une évaluation actuarielle pour établir la valeur actualisée de son passif au titre des prestations définies. Les écarts actuariels qui ressortent de cette évaluation sont comptabilisés immédiatement en résultats non distribués, en tant qu'autres éléments du résultat global.

Aucune évaluation actuarielle n'a été faite en date du 31 décembre 2014 et du 31 décembre 2013. Par conséquent, aucun écart actuariel n'a été comptabilisé.

3. TITRES DE PLACEMENT

Les tableaux suivants indiquent les différentes échéances des titres de placement de la Société et la composition de son portefeuille de placement.

(en milliers de dollars canadiens)	Terme à courir 31 décembre 2014			Total
	90 jours ou moins	De 91 jours à 1 an	De 1 à 5 ans	
Bons du Trésor	11 983	34 724	-	46 707
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,03	0,99	-	1,00
Obligations	191 053	465 594	2 313 647	2 970 294
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,08	1,49	1,38	1,38
Autres	32 591	-	-	32 591
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,18	-	-	1,18
Total des titres de placement	235 627	500 318	2 313 647	3 049 592
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,09	1,46	1,38	1,37

(en milliers de dollars canadiens)	Terme à courir 31 mars 2014			Total
	90 jours ou moins	De 91 jours à 1 an	De 1 à 5 ans	
Bons du Trésor	310 774	401 290	-	712 064
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,04	1,05	-	1,04
Obligations	499 851	405 899	1 138 447	2 044 197
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,37	1,77	1,58	1,57
Autres	4 200	-	-	4 200
Rendement effectif moyen pondéré (%)	0,95	-	-	0,95
Total des titres de placement	814 825	807 189	1 138 447	2 760 461
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,24	1,41	1,58	1,43

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2014			31 mars 2014
	Coût amorti	Profits (pertes) latents bruts	Juste valeur	Juste valeur
Bons du Trésor	46 707	(4)	46 703	711 584
Obligations	2 970 294	17 718	2 988 012	2 051 881
Autres	32 591	-	32 591	4 200
Total des titres de placement	3 049 592	17 714	3 067 306	2 767 665

Le tableau ci-après résume la qualité du crédit des titres de placement de la Société, selon leur notation de crédit.

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre	31 mars
Cotes de crédit	2014	2014
AAA	2 722 871	2 291 656
AA+	57 539	109 000
AA	105 501	143 061
AA-	81 895	118 465
A+	81 786	98 279
Total des placements	3 049 592	2 760 461

Dans les tableaux qui précèdent, les intérêts courus sont inclus dans la valeur comptable.

4. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre	31 mars
	2014	2014
Clients	142	86
Autres débiteurs	1 468	1 468
Total des clients et autres débiteurs	1 610	1 554

Les autres débiteurs se résument à un effet à recevoir le 30 juin 2015.

5. PROVISION POUR PERTES LIÉES À L'ASSURANCE-DÉPÔTS

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts représente la meilleure estimation de la Société en ce qui a trait aux sorties futures d'avantages économiques résultant de l'obligation de la Société d'assurer les dépôts détenus par les institutions membres dans le cas d'une faillite. L'estimation est basée sur un calcul de la perte attendue et est soumise à l'incertitude relative au montant et au moment des pertes. Ainsi, les pertes réelles pourraient différer considérablement des estimations.

Les variations de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts sont résumées ci-après.

(en milliers de dollars canadiens)	Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts
Solde au 31 mars 2014	1 200 000
Augmentation de la provision	50 000
Solde au 30 juin 2014	1 250 000
Variation de la provision	-
Solde au 30 septembre 2014	1 250 000
Variation de la provision	-
Solde au 31 décembre 2014	1 250 000

6. CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre 2014	31 décembre 2013	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Salaires et autres frais de personnel	5 651	5 310	15 883	14 589
Honoraires et autres frais	1 668	1 058	3 893	3 565
Locaux	748	922	2 479	2 723
Frais généraux	679	587	2 324	1 762
Dotation aux amortissements	609	559	1 772	1 383
Sensibilisation du public	962	1 028	1 726	1 897
Traitement de données	623	519	1 568	1 305
	10 940	9 983	29 645	27 224
Recouvrement de charges	(37)	(48)	(118)	(99)
Total des charges d'exploitation	10 903	9 935	29 527	27 125

7. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada, leur propriétaire commun. Elle a conclu des opérations avec certaines de ces parties liées dans le cadre de la prestation ou de l'achat de services divers. Ces opérations ont eu lieu dans le cadre des activités normales de la Société et sont comptabilisées à leur valeur d'échange, soit la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.